



**Contribution du GIP Vendée Numérique sur le projet de  
recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de  
complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à  
l'abonné.**

20 décembre 2024

Vendée Numérique souhaite apporter une contribution à l'ARCEP dans le cadre de la consultation organisée sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude.

La réponse de Vendée Numérique a pour vocation de tirer profit de l'expérience acquise par le GIP depuis 2021 en particulier sur le sujet des adductions nouvelles – pour les constructions neuves et existantes - au regard en particulier de l'impact important de ces opérations sur différents aspects :

- l'identification pro-active des projets (constructions individuelles, immeubles, lotissements) ;
- la mise en relation avec les maîtres d'ouvrage, pour expliquer la responsabilité du « qui fait quoi » - au droit et hors droit du terrain - et leur accompagnement tout au long du projet ;
- L'organisation des opérations dans un délai déterminé depuis la prise de contact jusqu'à rendre la ligne éligible ;
- la répartition financière de ces opérations entre l'Opérateur d'Infrastructures et le maître d'ouvrage.

La réponse de Vendée Numérique se concentre exclusivement sur les aspects dont il juge pouvoir apporter une expérience utile à l'Autorité dans la rédaction finale de la recommandation.

#### ✓ La notion de logement raccordable

Le document rappelle la notion de logement raccordable : *« un local est raccordable lorsque le réseau de distribution a été construit par l'Opérateur d'Infrastructures, jusqu'au point de branchement optique (PBO) et qu'il est possible pour un Opérateur Commercial de commander effectivement un accès à la ligne desservant ce logement ou local à usage professionnel. »*.

Le document introduit selon Vendée Numérique une évolution du périmètre de cette définition, puisque la continuité optique entre le point de mutualisation (PM) et le PBO apparaît comme une condition nécessaire, mais non suffisante.

Cette précision intervient alors que la majorité des déploiements ont été réalisés (taux de déploiement sur les locaux cible supérieur à 96% sur le RIP de Vendée Numérique) et que dans le cas de la Vendée, les deux marchés publics successifs de conception, de construction, d'exploitation et de maintenance, qui ont été passés pour construire le réseau (Marché Public Global de Performance), spécifiaient de façon explicite une obligation de déployer le PBO à proximité immédiate des limites séparatives entre le domaine public et le domaine privé (moins de 100 mètres) sans pouvoir toujours considérer l'existence effective d'une infrastructure entre le PBO et la limite séparative.

Vendée Numérique estime que cette définition arrive trop tardivement et qu'elle n'a pas permis à l'Opérateur d'Infrastructures d'intégrer cette dépense dans ses coûts d'investissement et dans ses demandes de subventions.

A cet égard notons que le Plan France Très Haut Débit a évolué entre la version de 2015 Qui n'intègre pas les travaux de GC pour le lien PBO – DTIO et la version de 2022 qui introduit la composante GC entre le PBO et la limite séparative en l'absence de GC (cf annexe 1).

Pour Vendée Numérique, la problématique est clairement apparue en 2021 à l'occasion de la fin de mission d'adduction des immeubles par l'opérateur historique.

✓ Information nécessaire de la part du maître d'ouvrage

L'Autorité rappelle le délai prévu à l'alinéa 4 de l'article 3 de la décision n°2010-1312, en date du 14 décembre 2010. Elle précise également que le maître d'ouvrage doit avoir communiqué à l'Opérateur d'Infrastructures les « *informations nécessaires* ».

Cette communication préalable d'informations nécessaires est régulièrement rappelée par l'Autorité sans qu'une définition claire de ces informations ne soit rappelée ou apportée dans la consultation.

Vendée Numérique invite l'Autorité à préciser les « *informations nécessaires* ».

✓ Logements ordinaires et impact de la catégorie des résidences secondaires

L'Autorité apporte des précisions concernant la définition des logements. Elle précise que « *les logements ordinaires peuvent être répartis en 4 catégories : les résidences principales, les logements occasionnels, les résidences secondaires et les logements vacants* ».

Vendée Numérique souhaite insister sur la différenciation importante que ces catégories introduisent en matière d'appétence à la fibre optique. A cet égard, Vendée Numérique précise que l'Opérateur d'Infrastructures ne distingue pas de types de logements, et qu'il doit tous les rendre raccordables, sous réserve des locaux raccordables sur demande, limités sur le RIP à moins de 0,2% des locaux, tous types de logements confondus.

Cette obligation de complétude qui n'est pas contestée par le GIP peut toutefois conduire à des coûts excessifs non prévus pour l'Opérateur d'Infrastructures, avec la différenciation qui est introduite entre le traitement des logements existants et celui des logements neufs.

Effectivement, dans un département touristique comme la Vendée, où 87 000 résidences secondaires sont identifiées sur le RIP, une résidence secondaire qui n'aurait jamais sollicité de raccordement au réseau téléphonique pourrait légitimement solliciter l'Opérateur d'Infrastructures pour financer intégralement l'adduction finale entre le PBO et la limite de propriété, ce qui constitue un investissement que l'Opérateur d'Infrastructures ne peut pas prévoir et qu'il devrait toutefois intégralement financer selon la recommandation du 28 juillet 2023.

✓ Responsabilité de l'Opérateur d'Infrastructures en dehors des constructions neuves

Effectivement, l'Autorité rappelle la recommandation du 28 juillet 2023 qui précise, « *qu'en dehors des constructions neuves, il appartient à l'Opérateur d'Infrastructures pour garantir un accès effectif des opérateurs tiers aux lignes FTTH et assurer la portée utile de l'obligation de complétude de construire les infrastructures de génie civil manquante sur le domaine public, y compris sur le segment du raccordement final du PBO jusqu'à la limite de domaine privé* ».

Vendée Numérique regrette tout d'abord qu'il ait fallu attendre l'année 2023, soit, pour ce qui le concerne, la dernière année de son déploiement FTTH massif, pour préciser une règle qui ne constituait pas une évidence lorsque les marchés ont été élaborés, négociés et attribués aux deux opérateurs (Orange et Altitude Infra) qu'il a successivement retenus en 2016 et en 2019.

A cet égard, il convient de préciser qu'une attention particulière a été portée par Vendée Numérique au niveau d'exigence attendu en matière de positionnement des PBO à proximité immédiate des limites séparatives afin, effectivement, que la distance entre le PBO - qui constitue le

point technique d'aboutissement de la BLOM - et le tronçon de raccordement final qui fait d'ailleurs l'objet d'un processus distinct, et dont le financement - en cas de construction de GC - n'était d'ailleurs pas intégré dans les aides publiques des financeurs (ANCT et collectivités locales), soit le plus réduit possible.

**Ainsi, Vendée Numérique, considère, de bonne foi, que la construction du GC manquant entre le réseau de distribution (PBO) situé à moins de 100 mètres des limites séparatives et les limites séparatives, ne doit pas être distinguée selon qu'il s'agisse d'une construction neuve ou d'une construction existante.**

Si l'adduction est inexistante, il convient (par équité avec ceux qui ont contribué financièrement pour avoir une ligne téléphonique, et donc financé une adduction) que ceux qui souhaitent avoir un accès à la fibre, contribuent de la même façon au financement de l'adduction.

Il ne peut être non plus question - si le réseau est enterré - de voir pour des raisons d'économie, des fleurissements de poteaux pour des adductions finales à moindre coût.

C'est la raison pour laquelle Vendée Numérique a adopté, dès 2021, un dispositif spécifique de prise en charge et de traitement des demandes d'adduction qui s'applique aussi bien aux constructions neuves faisant l'objet d'une autorisation de permis de construire, qu'aux constructions existantes qui sollicitent Vendée Numérique pour rendre éligible à la fibre des immeubles qui n'ont jamais été raccordés au réseau téléphonique.

Le dispositif a fait l'objet d'évolutions en fonction de l'expérience acquise et développée par le GIP à ce sujet, avec :

- Une détection pro-active en amont des projets potentiellement concernés ;
- Une information préalable pro-active de la part de Vendée Numérique en direction des dépositaires des permis de construire,
- Un processus d'accompagnement documenté et détaillé sur le site de Vendée Numérique distinguant constructions neuves et constructions existantes (cf. annexe 2).

Cette distinction n'a jamais fait l'objet de contestation de la part des demandeurs, qui peuvent déposer facilement leurs demandes auprès de Vendée Numérique, pour réaliser directement ou faire réaliser par Vendée Numérique, cette nouvelle adduction.

Vendée Numérique a traité, en 2024, 463 dossiers d'adduction pour un coût global de 2,984M€, dont 58% à la charge de Vendée Numérique, avec une très grande majorité (88%) de demandes portant actuellement sur des constructions neuves.

Dans la perspective de l'extinction du cuivre, qui d'ici quelques années, concernera des communes touristiques avec une part importante de résidences secondaires, dont un volume indéterminé mais potentiellement significatif, ne disposant pas d'adduction existante, Vendée Numérique estime que la prise en charge de l'adduction finale du PBO à la limite séparative ne peut lui être totalement affectée.

Vendée Numérique maintient sa demande pour un régime qui ne distingue pas les constructions neuves et les constructions existantes, d'autant que la définition des constructions neuves, telle que proposée dans la présente consultation, n'est pas de nature à apporter de la clarté aux demandeurs (cf. point ci-après).

✓ Définition des constructions neuves

Pour la première fois, l'Autorité apporte une « définition » de la construction neuve et précise la manière de traiter les immeubles qui relèvent de cette catégorie.

Ainsi, les immeubles, dont l'autorisation d'urbanisme a été délivrée après la mise à disposition du point de mutualisation, sont considérés comme des immeubles neufs et l'Opérateur d'Infrastructures est responsable de la fourniture des infrastructures d'accueil en domaine public, jusqu'à l'intérieur formé par le droit du terrain.

Faisons l'exercice de nous projeter dans quelques années, en 2030 par exemple. Cela reviendrait à considérer qu'une demande d'adduction, pour un permis de construire accordé en 2019, avec une MAD PM faite en 2018, sera toujours considérée comme une construction neuve (quand bien même le permis a été accordé il y a plus de 10 années) alors qu'une construction avec un permis déposé en 2017 sera assimilée à une construction existante.

Si cette notion semble en première approche très protectrice pour l'Opérateur d'Infrastructures, l'explication que l'Opérateur d'Infrastructures devra apporter au demandeur pour justifier la catégorie dans lequel il se situe (neuf ou existant) sera très certainement incompréhensible pour ce dernier, dans la mesure où il n'a aucune connaissance de la notion de MAD PM, cette notion lui étant même totalement étrangère.

Par ailleurs, la nature des pièces demandées au demandeur, pour prendre en charge sa demande, étant actuellement différente selon qu'il s'agisse d'un immeuble neuf ou existant - et qui ne pose pas aujourd'hui de difficulté d'interprétation selon la propre appréciation du demandeur - risque d'en poser demain, dans la mesure où le demandeur ne sera pas en mesure de déterminer par lui-même s'il est considéré comme un immeuble neuf ou existant.

La complexité déjà identifiée sur le traitement des adductions issue :

- de la distinction entre la zone hors droit du terrain et la zone au droit du terrain,
- du fait que cette adduction est un préalable au raccordement, et non le raccordement lui-même,

sera renforcée, alors qu'elle nécessite déjà un portage spécifique, nécessitant 1 ETP dédié au sein de Vendée Numérique.

#### ✓ Liberté de choix des bureaux d'études

L'Autorité précise que le maître d'ouvrage qui fait construire un immeuble est libre de choisir le bureau d'études qui va l'accompagner dans ses démarches auprès des différents acteurs, y compris de l'Opérateur d'Infrastructures.

Vendée Numérique souhaite tout d'abord préciser que, pour certaines opérations nécessitant une extension du réseau électrique, le SYDEV, en responsabilité de cette extension du réseau électrique (selon la convention de concession avec ENEDIS) propose - en concertation avec Vendée Numérique - au maître d'ouvrage de l'immeuble de procéder à la construction des adductions télécoms jusqu'au droit du terrain (Selon l'article L-2224-36 du CGCT).

Cette disposition est largement appliquée en Vendée, notamment pour desservir des immeubles collectifs et des lotissements. Vendée Numérique souhaite que cette mutualisation des processus d'études et des travaux – la partie communications électroniques étant accessoire - puisse être toujours possible, dans un souci d'efficacité économique et de simplification des processus, y compris pour le demandeur.

En l'absence d'extension de réseau électrique, et donc de mutualisation possible entre les travaux de desserte électrique et de communication électronique, si d'un point de vue de principe, Vendée Numérique partage l'objectif de permettre au maître d'ouvrage de choisir son bureau d'études pour finaliser l'opération, Vendée Numérique souhaite apporter la précision suivante : il est extrêmement rare que des maîtres d'ouvrage (personnes physiques non professionnelles) viennent vers Vendée Numérique avec un bureau d'études.

Il est en revanche beaucoup plus fréquent que les maîtres d'ouvrage (personnes physiques non professionnelles) souhaitent effectivement confier directement à une entreprise de travaux publics - qu'elles ont mobilisé pour leurs travaux de construction ou qu'elles connaissent - les travaux d'adduction. Dans ce cas, Vendée Numérique propose effectivement aux demandeurs deux solutions : la réalisation des travaux d'adduction – hors droit du terrain et au droit du terrain - par Vendée Numérique ou par l'entreprise retenue par le demandeur.

Dans les deux cas, une convention précise les responsabilités du maître d'ouvrage de l'immeuble et de l'Opérateur d'Infrastructure.

Ainsi, il importe pour Vendée Numérique que les exigences auxquelles il se soumet lui-même pour réaliser des adductions de qualité, respectant la réglementation, soient également appliquées par les entreprises qui seraient directement retenues par les maîtres d'ouvrage.

Il s'agit, en particulier, du recensement des réseaux existants, des démarches préparatoires, des demandes auprès des concessionnaires (DT/DICT) et d'Orange (percussions de chambres), de permissions de voirie, d'arrêtés de circulation, de repérage et de marquage au sol des réseaux, de la réalisation du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE, avec un plan de recollement géoréférencé, photos des travaux exécutés, tests de compactage en cas de traversée de chaussée, contrôle et vérification des réfections des voiries et trottoirs).

Ce suivi global va bien au-delà de la mission du bureau d'études et concerne surtout l'exécution des travaux et la prise en exploitation des infrastructures d'accueil sur Domaine Public, que le demandeur ou l'entreprise de TP n'est absolument pas en mesure de supporter.

A cet égard, l'expérience acquise par Vendée Numérique sur ces sujets depuis plus de 3 ans maintenant, met également en évidence la nécessité de piloter globalement les opérations, ce qui impose, selon nous, une **unicité de maîtrise d'ouvrage sur la partie au droit du terrain et hors du droit du terrain**, pour éviter d'une part des doubles demandes de permission de voirie, ouvertures de tranchées, réfections de chaussée, pose de chambres intermédiaires et une complexité de coordination des interventions... Il s'agit d'ailleurs d'un point sur lequel les autorités compétentes en matière d'urbanisme sont particulièrement sensibles (et regrettent d'une façon générale, la multiplication des « petits » chantiers et leur absence de mutualisation).

#### ✓ Fourniture du PAR

Dans la continuité des éléments développés ci-avant, Vendée Numérique ne conteste pas qu'il puisse être communiqué un point d'accès au réseau pour un coût qui pourrait se rapprocher du coût appliqué sur le cuivre à savoir 15 €HT.

En revanche, Vendée Numérique ne partage pas l'idée selon laquelle cette information est suffisante pour permettre de piloter de façon efficiente une adduction nouvelle.

C'est la raison pour laquelle Vendée Numérique considère qu'il est indispensable de proposer un processus d'accompagnement au maître d'ouvrage.

Le processus vaut aussi bien lorsqu'il est maître d'ouvrage de l'opération (cf. fiche en annexe 3) que lorsqu'il en « délègue » la réalisation au maître d'ouvrage de l'immeuble.

✓ Prescriptions techniques spécifiques

L'Autorité précise qu'il convient que l'Opérateur d'Infrastructures ne sollicite pas du maître d'ouvrage (en l'occurrence de son BET) des « *prescriptions techniques spécifiques qui excéderaient les exigences réglementaires ou les règles de l'art et qui désavantageraient les bureaux d'études indépendants par rapport aux bureaux d'études internes de l'Opérateur d'Infrastructures* ».

A l'inverse, Vendée Numérique considère qu'il n'est pas souhaitable que les exigences techniques à respecter soient différentes selon que l'Opérateur d'Infrastructures réalise les travaux ou conventionne avec le maître d'ouvrage de l'immeuble pour qu'il réalise les travaux.

Ainsi, dans tous les cas, le niveau d'exigence doit être identique et respecter toutes les réglementations qui s'appliquent au maître d'ouvrage des travaux de l'adduction.

Vendée Numérique profite de cette consultation pour regretter que les processus de construction de chambres sans fond sur le réseau de l'opérateur Orange ne soient pas simplifiés, à un coût raisonnable et dans des délais compatibles avec les aspirations raisonnables des demandeurs. Un gain important – technique, financier, environnemental - pourrait être réalisé, avec une généralisation de ce type d'opérations, si elles étaient simplifiées dans leur processus.

✓ Appétence des dans la cadre des locaux raccordable sur demande

L'Autorité précise que, pour qu'un réseau soit complet, des « *logements ou locaux à usage professionnel disposant d'une ligne cuivre active (ou inactive depuis moins de 24 mois) ne devraient pas, en principe, rester raccordable sur demande* ».

Vendée Numérique précise qu'il n'a pas connaissance du caractère actif des lignes cuivre et que le rapprochement des fichiers IPE et ceux des lignes cuivre est d'une grande complexité dont il a pu pleinement prendre conscience à l'occasion du lot n°1 de l'extinction du cuivre.

\*\*\*

## **ANNEXE 1**

### **Extrait du Plan France Très Haut Débit – Réseaux d’Initiative Publique – Version 2015.**

La Définition de la Boucle Locale Optique Mutualisée, ne comprend pas le GC éventuellement nécessaire entre le PBO et le DTIO.

#### **1.5.5 Composante « Boucle locale optique mutualisée »**

Pour favoriser l'utilisation par les opérateurs usagers des réseaux déployés à l'initiative de collectivités territoriales, il convient de concevoir et réaliser la partie passive de ces réseaux (infrastructures, conduites, câbles, architecture générale etc.) de sorte que les opérateurs usagers puissent déployer par eux-mêmes les équipements actifs nécessaires à la desserte de leurs clients finals (résidentiels et entreprises) ou des fournisseurs d'accès à internet n'exploitant pas de réseau d'accès, le cas échéant.

La boucle locale optique mutualisée est dimensionnée pour permettre de proposer des accès avec une qualité de service de type résidentiel pour l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel desservis. On parle alors d'accès FttH ou FttH-pro. Pour les besoins spécifiques des sites prioritaires, la boucle locale optique mutualisée peut également être dimensionnée pour permettre la réalisation de lignes optiques point-à-point du NRO jusqu'aux sites concernés, afin de proposer un niveau de qualité de service supérieur aux accès de type FttH-pro. On parle alors d'accès FttE (Fibre jusqu'à l'entreprise).

Pour la composante « boucle locale optique mutualisée », les dépenses suivantes sont éligibles :

- les études nécessaires à la conception et à la réalisation du réseau ;
- le coût des éléments passifs (infrastructures, réseaux notamment) du réseau de desserte, du NRO au point de branchement optique (PBO). Les dépenses liées à l'aménagement interne du NRO (au sein d'un NRA existant ou en dehors), comme l'installation de baies, le raccordement électrique, l'installation d'équipement de climatisation sont potentiellement éligibles au titre de la présente composante ;
- la part des frais de raccordement final FttH du PBO jusqu'au dispositif terminal optique (DTIO), uniquement dans la mesure où ils font l'objet d'un financement par les collectivités territoriales et dans les cas où le coût moyen des branchements est supérieur à la contribution pouvant être prise en charge par l'opérateur usager et le client final. Les coûts de l'installation interne du local, au-delà du DTIO n'entrent pas dans l'assiette des coûts éligibles au titre de la présente composante.

Le déploiement du réseau de boucle locale optique mutualisée devra être réalisé selon des modalités conformes à la réglementation en vigueur et en tenant le plus grand compte des préconisations établies au niveau national, notamment par la Mission Très Haut Débit, pour la standardisation de l'architecture technique des réseaux de boucle locale optique mutualisée déployés dans le cadre du Plan France Très Haut Débit. En particulier, le réseau de boucle locale optique mutualisée qui a vocation à raccorder, à terme, l'ensemble des locaux de la zone arrière d'un NRO donné, doit être, *ab initio*, dimensionné à suffisance dans le respect d'une architecture cible permettant une couverture complète en FttH.

### **Extrait du Plan France Très Haut Débit – Création d’Infrastructures de Génie Civil nécessaires aux raccordements finals – Version du 19 avril 2022.**

Cette version du plan actualisée en 2022 introduit l'éloigibilité des travaux d'adduction entre le PBO et la limite séparative publique - privée



Sont éligibles les coûts relatifs à la réalisation d'études et de travaux d'Infrastructures de génie civil nécessaires aux Raccordements finals de locaux<sup>2</sup> situés dans une zone arrière de Point de Branchement Optique (PBO) et sur le domaine public, en l'absence de génie civil existant (souterrain comme aérien). Plusieurs conditions cumulatives doivent être remplies pour bénéficier d'un soutien au titre du présent cahier des charges, le Porteur de projet doit démontrer :

- qu'il a réalisé une étude détaillée (au moins de niveau avant-projet sommaire) du cheminement envisagé du câble de raccordement, lui permettant d'attester de l'absence d'Infrastructures de génie civil (souterrain ou aérien) sur ce cheminement, ainsi que l'implantation envisagée des Infrastructures de génie civil à créer et ce jusqu'à un point d'interface avec le domaine privé convenu avec le propriétaire concerné.

En cas d'étude d'avant-projet sommaire, il sera attendu la fourniture d'éléments attestant d'un déplacement terrain (relevés terrains ou photographies).

En cas d'étude d'avant-projet détaillée, celle-ci devra impérativement être réalisée sur la base de relevés sur le terrain.

Dans tous les cas, l'étude devra porter sur l'ensemble des Locaux de la zone arrière du PBO ;

- qu'il respecte la recommandation du 7 décembre 2015 précisant les modalités de mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses et notamment, que le positionnement retenu pour le PBO ne conduit pas à une situation « où les câbles de raccordement final d'un groupe de trois logements ou plus devraient cheminer en parallèle sur plus de 100 mètres » ;
- qu'il ne s'agit pas de segments prévus dans le dossier de demande de soutien au titre des précédents cahiers des charges de l'AAP RIP en distribution en amont d'un PBO (qu'il soit ou non différé), notamment si la suppression ou la modification de la position du PBO transforme ces segments en segments de raccordements ;
- que les travaux n'ont pas pour objet ou pour effet de dupliquer une Infrastructure de génie civil existantes (souterrain comme aérien) qui se situerait dans la zone arrière de Point de Branchement Optique (PBO) et jusqu'à la limite de propriété privée du raccordement final concerné.

La réalisation de travaux de viabilisation d'Infrastructures de génie civil sur le domaine privé et/ou dans le local du client final à raccorder, représente un prérequis nécessaire à l'effectivité du raccordement final, et donc à l'objet de ce cahier des charges qui a vocation à rendre effectivement réalisable le raccordement final. Pour autant, de telles opérations ne constituent pas un préalable à la validation des financements au titre du présent dispositif.

Concernant le financement des études, seuls les coûts d'études d'exécution des Infrastructures de génie civil, aériennes ou souterraines, sont éligibles. Les études ne feront l'objet d'un financement que si les travaux concernés sont effectivement réalisés.

Les dépenses de câblage de raccordement d'un client final ne sont pas éligibles, et ce même si ces dépenses n'ont pas déjà fait l'objet d'un financement dans le cadre de l'AAP RIP.

## **ANNEXE 2**

Les 4 formulaires de demande de viabilisation d'une parcelle avec construction neuve ou existante:

### **Construction existante – Choix des travaux par Vendée Numérique**

<https://www.vendeenumerique.fr/formulaires/formulaire-travaux-parcelle-batie/travaux-VN/>

### **Construction existante – Choix des travaux par le maître d'ouvrage**

<https://www.vendeenumerique.fr/formulaires/formulaire-travaux-vendee-numerique-parcelle-batie/travaux-tiers-propietaire/>

### **Construction neuve – Choix des travaux par Vendée Numérique**

<https://www.vendeenumerique.fr/formulaires/formulaire-travaux-parcelle-a-batir/travaux-VN/>

### **Construction existante – Choix des travaux par le maître d'ouvrage**

<https://www.vendeenumerique.fr/formulaires/formulaire-travaux-parcelle-a-batir/travaux-tiers-propietaire/>

## ANNEXE 3

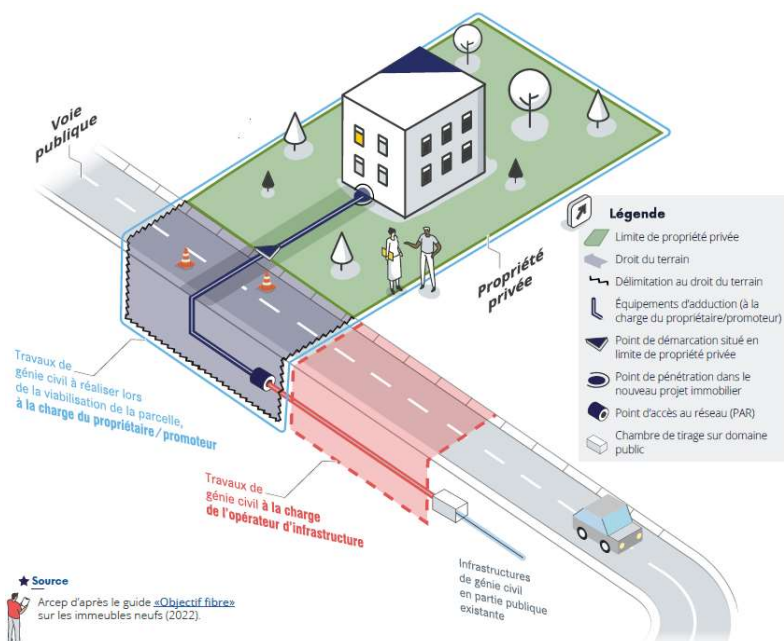
Afin de faciliter le suivi de votre dossier, nous vous proposons de communiquer désormais par e-mail. Nos e-mails étant susceptibles d'arriver dans les courriers indésirables, nous vous prions de bien vouloir les consulter régulièrement.

### DETAIL DE LA PRESTATION D'ETUDE (650 €TTC) \*

- Constitution et suivi de votre dossier ;
- Analyse et étude technique préparatoires aux travaux ;
- Déplacement d'un technicien sur place à l'adresse de votre projet ;
- Recensement des réseaux existants ;
- Réalisation d'une étude technique de génie civil, indiquant les travaux à réaliser ;
- Estimation des travaux au regard de l'étude réalisée ;
- Proposition d'une convention pour la réalisation des travaux de viabilisation avec répartition des travaux à votre charge (au droit du terrain) et ceux à charge de Vendée Numérique (hors droit du terrain).

### SUIVI DE L'OPERATION (APRES L'ETUDE)

- Après signature de la convention, Vendée Numérique conduit les démarches préparatoires : demande auprès des concessionnaires (DT/DICT) et d'Orange, permission de voirie, arrêté de circulation, marquage au sol, puis réalise les travaux ;
- Vendée Numérique vérifie la conformité des travaux : réalisation d'un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant : plan de récolement géoréférencé, photos des travaux, test de compactage, contrôle des réfections des voiries et trottoirs ;
- Vendée Numérique prend en exploitation le génie civil réalisé sur le domaine public, en assurant en particulier les réparations éventuelles (en cas de travaux dans la rue ou de dégradation) ;
- Mise en éligibilité à la fibre de l'adresse sous réserve de la réalisation de cette viabilisation et de sa continuité sur partie privée, sous votre responsabilité. L'éligibilité de la prise intervient après vérification de la conformité des travaux réalisés.

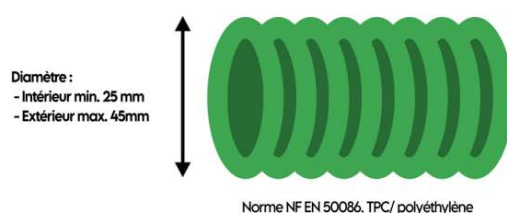


### VERIFIEZ SI VOTRE VIABILISATION EST DEJA EXISTANTE EN DOMAINE PRIVE ET PUBLIC

#### LES FOURREAUX FIBRE OPTIQUE

Pour une construction :

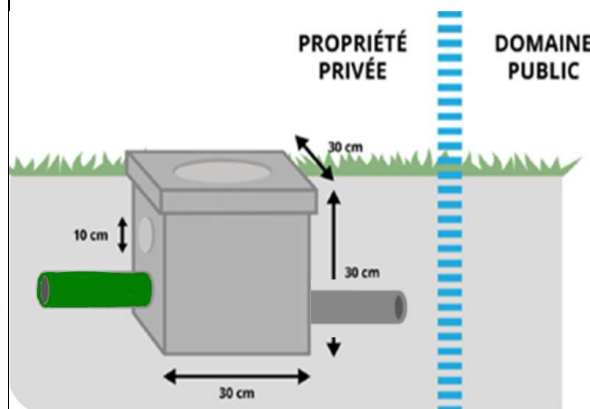
- 1 ou 2 gaines annelées de couleur verte doivent être présentes en domaine privé ;
- 1 ou 2 fourreaux gris PVC 42/45mm arrivent depuis le domaine public dans votre regard télécom.



#### LES REGARDS

Chaque regard doit avoir une dimension minimale de 30x30x30 cm. Il peut être placé à divers endroits :

- Entrée de la propriété privée, **pour faire la jonction entre domaine public et privé** ;
- À chaque changement important ;
- Si la distance entre la limite de propriété et le bâtiment est supérieure à 40 m.



---

*\* Prestation basée et encadrée par l'article L332.15 du code de l'urbanisme. Avant d'entamer les démarches, nous vous encourageons à vérifier qu'aucune viabilisation n'a déjà été réalisée sur la partie publique. Voir encart ci-dessus.*